

UNE PRÉSIDENTENCE SOUS INFLUENCE :

COMMENT LA FRANCE PRÉPARE
SA PRÉSIDENTENCE TOURNANTE
DU CONSEIL EUROPÉEN EN LIEN
ÉTROIT AVEC LES GRANDES
ENTREPRISES



Corporate
Europe
Observatory

OBSERVATOIRE
DES MULTINATIONALES
SOCIAL, ÉCOLOGIQUE, POLITIQUE

SOMMAIRE

LA FRANCE ET L'UE : UNE PRÉSIDENTE CRUCIALE	4
ACCÈS PRIVILÉGIÉ POUR LES ENTREPRISES ET MANQUE DE TRANSPARENCE	5
THINK TANKS : UNE APPARENCE D'OBJECTIVITÉ AU SERVICE DES GRANDES ENTREPRISES ?	6
EVÉNEMENTS DE LOBBYING : COMPLICITÉ EN PUBLIC	7
CONFLIT DE LOYAUTÉ ? LES PORTES TOURNANTES ENTRE LA HAUTE FONCTION PUBLIQUE ET L'INDUSTRIE	9
REMETTRE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL AU COEUR DES DÉCISIONS FRANÇAISES SUR LES POLITIQUES EUROPÉENNES	11
AGIR CONTRE L'EMPRISE DES GRANDES ENTREPRISES	14
RECOMMANDATIONS À LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE	14

RÉSUMÉ

En janvier 2022, la France prendra la présidence du Conseil de l'Union européenne (UE) pendant six mois. Cette présidence française de l'UE aura une importance politique particulière : elle coïncide avec les élections présidentielles d'avril-mai 2022 où Emmanuel Macron fait campagne pour sa réélection. Son gouvernement affiche un programme ambitieux pour la présidence du Conseil : défendre la souveraineté de l'UE, tirer les leçons de la crise Covid, accélérer la reprise économique en Europe et assurer son autonomie stratégique face à la concurrence internationale, tout en rapprochant l'UE et ses institutions des citoyen-nes européen-nes.

Cependant, la manière dont la France prépare cette présidence a de quoi nourrir des inquiétudes croissantes quant à sa vision de l'avenir de l'UE. Sous prétexte de souveraineté européenne, la France semble surtout vouloir un soutien financier et politique toujours plus massif pour une poignée de « champions » industriels, ainsi qu'une collaboration toujours plus étroite entre secteur public et grandes entreprises privées.

LA PRÉPARATION DE LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DE L'UE, QUI COMMENCE EN JANVIER 2022, ILLUSTRE UNE CONFUSION CROISSANTE ENTRE INTÉRÊT PUBLIC ET INTÉRÊTS PRIVÉS

Parmi les conclusions principales de ce rapport :

- ▶ La présidence française se prépare en collaboration étroite avec les grandes entreprises françaises, via des réunions de lobbying, des événements publics et des demandes de contributions d'associations d'entreprises et think tanks (étroitement liés aux grandes entreprises), avec peu de transparence, tandis que la société civile et le grand public sont tenus à distance.
- ▶ Le gouvernement français est allé jusqu'à co-organiser des événements de lobbying avec des entreprises et des associations d'entreprises, et se prépare à en organiser davantage dans les mois à venir.
- ▶ La France n'exclut pas que sa présidence de l'UE soit sponsorisée par des grandes entreprises, comme de nombreuses présidences précédentes l'ont malheureusement fait.
- ▶ Les cas de portes tournantes sont nombreux dans l'équipe parisienne en charge de la préparation de la présidence et au sein de la Représentation française à Bruxelles, risquant des conflits d'intérêts et une confusion dangereuse entre intérêt public et privé.

L'enjeu est de taille. Des propositions législatives et politiques cruciales pour l'avenir de l'Europe seront adoptées ou étudiées pendant la présidence française, notamment le Pacte vert (ou Green Deal) le paquet climat « Fit for 55 », la régulation du numérique et l'avenir des fonds de relance.

Mais il n'est pas trop tard. Si le gouvernement français souhaite réellement promouvoir la démocratie européenne comme il l'affirme, il doit faire marche arrière et se libérer de la mainmise des grandes entreprises sur la préparation de sa présidence de l'UE. ■



LA FRANCE ET L'UE : UNE PRÉSIDENTIE CRUCIALE

En janvier 2022, la France prendra la tête du Conseil de l'UE pour six mois. Au cours de sa présidence, la France jouera un rôle clé dans la définition de l'agenda politique à Bruxelles. Présider les discussions au sein du Conseil renforcera également son influence sur des lois européennes cruciales. Bien que l'opinion publique se focalise davantage sur le Parlement européen et la Commission européenne, plus visibles, le Conseil, qui représente directement les États membres, est sans doute la plus puissante institution de l'UE. La présidence française de l'UE pourrait être décisive à bien des égards.

la présidence française sur ces dossiers, qui affecteront les intérêts de grandes entreprises françaises.

Les gouvernements des États membres sont toujours soucieux de défendre leurs intérêts économiques au Conseil de l'UE, et lorsqu'ils exercent la présidence tournante, ils sont souvent tentés d'en profiter pour promouvoir leurs « champions » nationaux. Trop souvent, les États membres servent d'entremetteurs pour leurs grandes entreprises nationales au Conseil. La France ne fera probablement pas exception. De fait, la France considère depuis toujours l'UE comme une source de financement et de

Le slogan de la présidence française est « *relance, puissance, appartenance* ». Ces trois termes sont liés au concept de souveraineté, devenu un thème omniprésent dans les discours français sur l'Europe. Malheureusement, le gouvernement français semble préconiser une version très particulière de la « souveraineté », influencée par les grandes entreprises. Sous prétexte de promouvoir l'autonomie de l'Europe face à des risques mondiaux grandissants et une concurrence internationale croissante, la France semble surtout envisager un soutien politique et financier toujours plus massif (par exemple via les IPCEI, les plans de relance et une révision des règles de concurrence) au bénéfice d'une poignée d'entreprises, « champions » européens dans des secteurs industriels clés, comme l'hydrogène et le nucléaire, l'automobile et l'aéronautique, la santé et les biotechnologies, les batteries et semi-conducteurs, l'économie circulaire, le numérique, et bien sûr, la défense et la sécurité.

DES LÉGISLATIONS ET DES POLITIQUES CRUCIALES POUR L'AVENIR DE L'EUROPE SERONT NÉGOCIÉES PENDANT LA PRÉSIDENTIE FRANÇAISE

Premièrement, elle coïncidera avec les élections présidentielles d'avril-mai 2022, suivies des élections législatives de juin – où Emmanuel Macron fera campagne pour sa réélection et pour reconduire sa majorité. Face à des adversaires qui critiquent l'UE pour différentes raisons, il pourrait faire de l'Europe un thème central de la campagne.

soutien politique pour ses priorités commerciales et économiques, par exemple le nucléaire, l'agro-industrie et l'industrie de l'armement.

D'autre part, des législations et des politiques cruciales pour l'avenir de l'Europe seront négociées pendant la présidence française, comme le Pacte vert, le paquet climatique « *Fit for 55* », la stratégie « De la ferme à la fourchette », la législation sur le numérique et les droits des travailleurs des plateformes, les initiatives liées à la santé et l'industrie pharmaceutique suite à la crise Covid, un salaire minimum européen, ainsi que la gestion et l'avenir des fonds de relance. Il sera intéressant de suivre la position de

Cette vision de l'UE a gagné en influence ces dernières années. La « souveraineté » et le renforcement de la défense européenne figuraient déjà parmi les priorités de la Commission sous la présidence d'Ursula von der Leyen. Depuis la crise Covid et l'injection de montants records d'argent public dans les plans de relance de *NextGenerationEU*, Bruxelles accorde toujours plus d'importance à assurer « l'autonomie stratégique » du continent et la protection de ses grands acteurs économiques. De nouveaux outils politiques et financiers tels que les « projets importants d'intérêt européen commun » (IPCEI) sont développés pour atteindre ces objectifs, avec le soutien actif et la participation des grandes entreprises et leurs lobbies.

Ce programme politique ne rendra pas l'Europe plus démocratique, plus sûre, ou plus en phase avec les besoins et aspirations des citoyens européens – en réduisant les inégalités ou en s'attaquant à la crise climatique par exemple. Au sein du Conseil européen, le gouvernement français a systématiquement résisté aux efforts pour renforcer la transparence du lobbying. Sa présidence risque fort d'aligner davantage la politique européenne sur les intérêts des grandes entreprises, d'augmenter la collusion entre les gouvernements et le secteur privé, et de réduire la responsabilité démocratique des décideurs européens. ■



ACCÈS PRIVILÉGIÉ POUR LES ENTREPRISES ET MANQUE DE TRANSPARENCE

La présidence française commencera officiellement le 1er janvier 2022, mais ses préparatifs ont démarré depuis bien longtemps. À Paris, ils sont supervisés par Clément Beaune – secrétaire d’État aux Affaires européennes au sein du ministère des Affaires étrangères – et son équipe, aux côtés du Secrétariat général des Affaires européennes (SGAE), en liaison directe avec le palais présidentiel. La Représentation française auprès de l’UE – la voix de Paris au sein des institutions européennes – est chargée de l’organisation à Bruxelles. Peu d’informations ont été publiées sur ce travail préparatoire, mais des signes inquiétants suggèrent une implication très étroite des grandes entreprises depuis le début du processus.

Avec retard, et conformément aux règles de l’UE, le Représentant permanent de la France a publié la liste de ses rendez-vous de lobbying depuis le 1er juillet 2021 ainsi que celle de son adjoint, six mois avant le début de la présidence. Ils ont également accepté de ne rencontrer que des lobbyistes inscrits au registre de transparence de l’UE.

Au moment où nous écrivons ces lignes, cette liste reste très courte, puisqu’elle couvre une période de quelques mois, qui inclut la pause estivale¹. Mais elle révèle déjà un biais important en faveur des grandes entreprises. Sur les douze rendez-vous divulgués à ce jour, quatre étaient avec des entreprises françaises (deux avec EDF, actif dans le nucléaire et les énergies fossiles, un avec l’entreprise d’armement et d’aéronautique Dassault, et un avec CMA-CGM, le

géant du transport maritime). Quatre autres rendez-vous ont été organisés avec des lobbies et groupes industriels français, et les derniers avec respectivement un lobby d’entreprises européen, un *think tank* financé par des grandes entreprises² et un cabinet de relations publiques basé à Bruxelles, un organe consultatif public, et une organisation de la société civile (représentant les personnes handicapées). Nous ne savons rien de plus sur ces rendez-vous, la Représentation française ayant refusé de publier plus de détails, pas même l’objet de ces réunions (pourtant systématiquement divulgué par les institutions européennes), sans parler des comptes-rendus.

LA PRÉPARATION DE LA PRÉSIDENTIE REFLÈTE UNE INQUIÉTANTE CULTURE DU SECRET ET DU MANQUE DE TRANSPARENCE, QUI N’AUGURE RIEN DE BON POUR LA VISION FRANÇAISE DE LA « DÉMOCRATIE EUROPÉENNE »

Nous n’avons aucune information sur les réunions de lobbying ayant eu lieu avant le 1er juillet 2021 (même si les réseaux sociaux suggèrent qu’il y en a bien eu³), ni sur les réunions de lobbying organisées avec les nombreux autres fonctionnaires de la Représentation française autres que le Représentant et son adjoint⁴, ni sur les réunions de lobbying des responsables et ministres basés à Paris liées à la préparation de la présidence française. Ces informations ont été publiées par d’autres États membres lorsqu’ils assumaient la présidence de

l’UE⁵. Nous savons que les grandes entreprises ont été étroitement associées à la préparation de la présidence française, mais nous ne savons rien de plus. Contrairement aux entreprises, la société civile semble avoir été tenue délibérément à l’écart.

La préparation de la présidence reflète une inquiétante culture du secret et du manque de transparence, qui n’augure rien de bon pour la vision française de la « démocratie européenne ». Clément Beaune et son équipe ont par exemple refusé de publier les contributions des *think tanks* à la préparation de la présidence (voir section suivante). Début juin, une audition à l’Assemblée nationale

française de responsables clés sur la présidence française a été tenue, de manière exceptionnelle, à huis clos. Lorsque nous avons demandé des explications à la commission parlementaire chargée des Affaires européennes, nous n’avons pas reçu de réponse⁶. ■



THINK TANKS : UNE APPARENCE D'OBJECTIVITÉ AU SERVICE DES GRANDES ENTREPRISES ?

En préparation de la présidence française de l'UE, Clément Beaune a invité plusieurs think tanks à partager leurs idées. Ces contributions n'ont pas été rendues publiques. Clément Beaune a rencontré les think tanks en avril 2021⁷ et à nouveau en septembre. Selon *Politico*, certains de ces groupes de réflexion ont été invités à cette deuxième réunion à l'Élysée pour discuter à huis clos de la présidence française de

comptent des dirigeant-es d'entreprise au sein de leurs conseils d'administration ou de leurs groupes de travail⁹.

Les think tanks ayant envoyé leurs contributions à la présidence française incluent des piliers de la scène bruxelloise tels que Confrontations Europe, l'Institut Jacques Delors, la Fondation Robert Schuman ou le Conseil européen des relations internationales, des think tanks

L'ancien directeur du groupe de réflexion était issu de son concurrent bancaire, la Société générale. À titre d'exemple de ses activités de préparation de la présidence française, Confrontations Europe a publié en juin 2021 des propositions politiques pour « la nécessaire construction de l'Europe de la santé » en collaboration avec un cadre du laboratoire pharmaceutique français Sanofi, un professeur, une députée européenne et un associé d'une start-up d'e-santé¹³.

LES THINK TANKS POURRAIENT AUSSI BIEN ÊTRE CONSIDÉRÉS COMME UN OUTIL DE LOBBYING PARTICULIÈREMENT COMMODE POUR LES GRANDES ENTREPRISES

l'UE autour du thème de la « souveraineté »⁸. À cette occasion, le gouvernement français a même suggéré qu'il pourrait financer quelques think tanks afin qu'ils le soutiennent pendant sa présidence.

Les think tanks tendent à se présenter comme des groupes de réflexion objectifs et impartiaux, qui cherchent à contribuer à l'intérêt général par leurs analyses et propositions. Bien qu'ils se situent en dehors de la sphère universitaire, ils bénéficient d'une image d'expertise et de neutralité. En réalité, ils pourraient aussi bien être considérés comme un outil de lobbying particulièrement commode pour les grandes entreprises. Beaucoup de think tanks actifs à Paris ou Bruxelles sont financés par des grandes entreprises (qui bénéficient d'ailleurs d'avantages fiscaux pour ces financements) ou

français bien connus tels que l'Institut Montaigne, l'Institut français des relations internationales, Terra Nova, IDDRI ou Fondapol, ainsi que de nouveaux venus comme Renaissance numérique, un think tank dans le domaine du numérique. Ils ont tous un point en commun : des liens étroits avec les grandes entreprises françaises¹⁰.

Les entreprises qui financent Confrontations Europe incluent par exemple des banques telles que BNP Paribas, l'entreprise du bâtiment Bouygues, le géant des télécommunications Orange et le constructeur automobile Renault¹¹. Son président est un ancien cadre d'Enedis, filiale de l'entreprise nationale d'énergie EDF, tandis que l'une des vice-présidentes est la lobbyiste en chef de BNP Paribas pour l'Europe¹².

La liste des bailleurs de fonds de l'Institut français des relations internationales (IFRI), classé quatrième dans l'indice 2020 des think tanks d'Europe occidentale, regroupe la quasi-totalité des champions du CAC40, dont TotalEnergies, Airbus, EDF, Engie, Michelin, Sanofi et Vinci¹⁴. Le directeur des affaires publiques de TotalEnergies siège à son conseil stratégique et son conseil d'administration inclut le PDG de L'Oréal et des dirigeant-es de Rothschild et Plastic Omnium¹⁵.

Dernier exemple : Fondapol est un think tank conservateur dirigé par un cadre du groupe de luxe LVMH. Son conseil d'administration inclut des personnages clés du monde des affaires en France¹⁶. Fondapol a publié ses propositions¹⁷ pour la présidence française de l'UE, dont beaucoup sont alignées sur les priorités d'Emmanuel Macron, par exemple le soutien public à des secteurs économiques clés, la promotion des plateformes numériques européennes ou la relocalisation des chaînes d'approvisionnement pour les rapprocher de l'Europe (par exemple en Afrique du Nord). ■



ÉVÉNEMENTS DE LOBBYING : COMPLICITÉ EN PUBLIC

Les efforts des grandes entreprises pour influencer la présidence française de l'UE ont commencé bien avant le 1er janvier 2022. Les cabinets de lobbying basés à Paris et Bruxelles travaillent depuis des mois à tisser des liens entre décideurs-publics et des représentants d'entreprises, à travers des conférences publiques et des discussions privées.

Parmi ces cabinets de lobbying, Athenora organise des rencontres entre des entreprises françaises et des décideurs-clés à travers son « Cercle des Réseaux Européens », dont les membres comprennent les plus grandes entreprises françaises telles que TotalEnergies, Orange, Bouygues, Renault et AirFrance-KLM, entre autres¹⁸. Grâce à Athenora, les entreprises membres du « cercle », ont eu des entretiens confidentiels avec le Secrétaire général de la présidence française de l'UE, Xavier Lapeyre de Cabanes, pour influen-

ci-dessous). Cette réunion n'apparaissait pas sur le site de la Commission²² au moment où nous écrivons ces lignes, malgré les règles en vigueur.

D'autres cabinets de lobbying ont déjà commencé à organiser des événements avec des cadres d'entreprises et des hauts représentants politiques. Le 2 juillet 2021, le cabinet de lobbying FIPRA – représentant BASF, AstraZeneca, Bayer, Huawei²³ entre autres – a par exemple organisé un événement avec Clément Beaune, secrétaire d'État chargé des Affaires européennes et Pierre Gattaz, président de BusinessEurope, le principal lobby des entreprises de l'UE, pour discuter des attentes et priorités politiques de la présidence française²⁴.

Le gouvernement co-organise même certains événements avec des grandes entreprises. Le 6 juillet 2021, la Représentation permanente de la France

entreprise, qui pousse pour l'électrification et la digitalisation comme solutions au changement climatique, ne figurait pas officiellement parmi les sponsors²⁶. Les intervenant-es incluaient une représentante du MEDEF²⁷, le plus grand lobby des entreprises françaises, et un représentant de la DG Compétition de la Commission européenne.

Dans la même veine, Scale-Up Europe – un groupe initié par Emmanuel Macron comprenant plus de 150 créateur-ices, investisseurs, chercheur-es et dirigeant-es d'entreprises de technologie européennes (telles qu'Airbus, Sodexo, Accor, BMW, SAP, BASF, BNP Paribas et Air Liquide), et des hauts fonctionnaires²⁸ – a été invité à présenter ses propositions pour créer des géants européens du numérique, parmi lesquelles des crédits d'impôt et un statut spécial pour les travailleur-es du secteur, lors d'un événement le 15 juin 2021 à l'Élysée devant de nombreux dirigeant-es européen-nes. Certaines de ces propositions sont bien placées pour être incluses dans les priorités de la présidence française de l'UE²⁹.

D'autres événements de haut niveau sont prévus avant et pendant la présidence française, notamment sur la défense³⁰ et la souveraineté numérique³¹. Ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement présidant le Conseil de l'UE co-organise des événements avec des grandes entreprises. La présidence portugaise a par exemple organisé un événement sur l'accord commercial entre l'UE et Mercosur avec le vice-président exécutif de la Commission européenne et BusinessEurope en avril 2021³². La France suivra-t-elle ce modèle ? ■

CE N'EST PAS LA PREMIÈRE FOIS QU'UN GOUVERNEMENT PRÉSIDENT LE CONSEIL DE L'UE CO-ORGANISE DES ÉVÉNEMENTS AVEC DES GRANDES ENTREPRISES

cer les priorités et positions de la présidence française le 18 mai 2021¹⁹ et ont assisté à une session d'information confidentielle sur la présidence française avec Sandrine Gaudin, la secrétaire générale de l'unité européenne du Premier ministre français, le 30 mars 2021²⁰. Fait notable, sans lien direct avec la présidence française, les entreprises françaises ont également rencontré le directeur du cabinet de Thierry Breton, Valère Moutarlier, le 16 mars 2021²¹. Thierry Breton est le commissaire français (voir

auprès de l'UE a par exemple organisé un événement « *Forum UE 2022, Réussir ensemble la présidence française de l'UE* »²⁵ en collaboration avec deux lobbies : France Industrie (l'un des trois grands lobbies des multinationales françaises) et Tech In France/Syntec Numérique (le lobby français des entreprises numériques). Le contact presse pour cet événement était Bertrand Deprez, le directeur du bureau de Schneider Electric à Bruxelles – même si cette en-



SPONSORING : LES CADEAUX DES GRANDES ENTREPRISES

Lrecours à des sponsors privés est devenue une habitude qui entache l'image de la présidence du Conseil de l'UE. Que cela prenne la forme de dons financiers ou de biens et services gratuits, quasiment toutes les présidences récentes ont été parrainées par Coca-Cola, Microsoft, BMW ou d'autres grandes entreprises. Des énergies fossiles à l'agro-industrie en passant par les compagnies aériennes, il n'existe aucune restriction environnementale ou autre quant au type d'entreprises acceptées comme sponsors de la présidence de l'UE. En échange de

Malgré la tentative de Clément Beaune de minimiser l'importance du sponsoring, cette pratique reste profondément problématique. Les député-es européen-es³⁴, le Médiateur européen³⁵, et la société civile³⁶ ont toutes exprimé leurs inquiétudes sur ces accords privés, qui posent de sérieux problèmes en terme de conflits d'intérêt.

Prenons l'exemple évoqué par Clément Beaune : l'industrie automobile européenne s'est embourbée dans plusieurs scandales et ses efforts de lobbying

lance post-Covid de l'UE vise à favoriser une augmentation majeure de la production de véhicules électriques et des infrastructures de recharge (plutôt que des mesures pour réduire le besoin de véhicules individuels par exemple)³⁸, tandis que de nouveaux objectifs de pollution pour les véhicules sont discutés à Bruxelles³⁹. Il n'est pas difficile d'imaginer comment le « don » de voitures électriques à une présidence du Conseil fait partie d'une stratégie bien plus large de l'industrie automobile pour influencer l'élaboration des politiques de l'UE.

Il est surprenant que de telles pratiques de sponsoring persistent. Plus surprenant encore, les gouvernements avaient l'occasion d'interdire tout accord de parrainage mais ne l'ont pas fait. Il y a quelques mois, les États membres du Conseil de l'UE ont discuté de règles à ce sujet, mais certains, dont la France⁴⁰, se sont fermement opposés à une interdiction totale, optant pour des recommandations réduites, laissant toute latitude aux États membres concernant les pratiques de sponsoring⁴¹.

Mais des voix s'élèvent y compris parmi les eurodéputé-es du parti d'Emmanuel Macron. En mai 2021, *Politico* rapportait que la délégation « Renaissance » au Parlement européen, membre du groupe libéral *Renew*, avait averti la présidence française d'être « attentive à la perception du public » et qu'elle « ne devrait pas recourir » au parrainage d'entreprise⁴².

Reste à voir si la présidence française entendra ces protestations et suivra l'exemple de l'Allemagne, qui a rejeté tout sponsoring lorsqu'elle a pris la présidence tournante au deuxième semestre 2020. ■

QUASIMENT TOUTES LES PRÉSIDENTES RÉCENTES ONT ÉTÉ PARRAINÉES PAR COCA-COLA, MICROSOFT, BMW OU D'AUTRES GRANDES ENTREPRISES

leur parrainage, les logos des sponsors sont affichés sur les sites officiels de la présidence et/ou leurs produits et services sont promus auprès des décideur-es et hauts fonctionnaires.

Malheureusement, la présidence française envisage également le recours aux sponsors. En mars 2021, *Mediapart* citait le secrétaire d'État Clément Beaune sur la question du « soutien matériel » à la présidence : « Je prends un exemple très concret : qu'un constructeur automobile français prête des voitures électriques pour un événement, parce que cela rentre par ailleurs dans nos priorités pour le climat. C'est le maximum que l'on s'autoriserait, en termes d'implication du monde de l'entreprise³³. »

constants pour réduire les objectifs et les réglementations concernant la pollution sont bien connus. Le Dieselgate a révélé comment l'industrie européenne avait installé des logiciels dans des véhicules pour tromper les tests d'émissions. Les constructeurs automobiles français Citroën, Peugeot et Renault figurent aujourd'hui parmi les entreprises visées par des poursuites judiciaires³⁷. Ces entreprises souhaitent certainement augmenter leur influence et améliorer leur image, mais constituent des « partenaires » douteux pour toute présidence.

L'industrie automobile européenne dépense des millions d'euros par an pour influencer les décideur-es à Bruxelles et dans les capitales des États membres. Le plan de re-



CONFLIT DE LOYAUTÉ ? LES PORTES TOURNANTES ENTRE LA HAUTE FONCTION PUBLIQUE ET L'INDUSTRIE

Une autre moyen clé d'influence pour les entreprises et leurs lobbies consiste à recruter d'anciens fonctionnaires européens ou français travaillant sur les politiques européennes pour accéder aux hautes sphères politiques et bénéficier de leur expérience et connaissances, par exemple pour savoir qui contacter et quand afin d'influencer certaines décisions. Ce mécanisme, souvent qualifié de « portes tournantes », contribue à brouiller la distinction entre intérêts public et privés. Les portes tournantes posent des risques

en terme de conflits d'intérêts, qui peuvent saper la confiance du public et entraver les processus décisionnels démocratiques. Ce phénomène est répandu dans les capitales européennes et surtout à Bruxelles :

parmi les exemples tristement célèbres, l'ancien président de la Commission européenne José Manuel Barroso, employé par Goldman Sachs, et l'ancienne commissaire Nelly Kroes qui a rejoint Uber. ▶▶▶

LES PORTES TOURNANTES PEUVENT SAPER LA CONFIANCE DU PUBLIC ET ENTRAVER LES PROCESSUS DÉCISIONNELS DÉMOCRATIQUES

PORTES TOURNANTES





▶▶▶ Les décideur-ses français-es sont eux aussi concerné-es. L'équipe du secrétaire d'État français aux Affaires européennes Clément Beaune inclut quelques exemples notables. Sa conseillère presse et communication a par exemple été consultante en lobbying et relations pu-

d'Ivoire⁴⁴. La cheffe de cabinet de Clément Beaune depuis août 2020 était quant à elle directrice adjointe des relations sociales du MEDEF – le plus grand lobby des entreprises en France – pendant plus de trois ans avant de conseiller la ministre du Travail français en 2017⁴⁵.

LA REPRÉSENTATION FRANÇAISE À BRUXELLES EST UN TERREAU FERTILE POUR LES PORTES TOURNANTES

bliques chez Image Sept jusqu'en 2021 et pendant plus de cinq ans⁴³. Image Sept est un cabinet influent de communication et de lobbying, travaillant pour de grandes entreprises telles qu'Accor, Goldman Sachs, EDF, des personnalités telles que l'ancien patron de Renault Carlos Ghosn, et les gouvernements du Niger et de Côte

La Représentation française à Bruxelles est un terrain fertile pour les portes tournantes – une nouvelle illustration de la confusion profonde entre intérêts publics et privés. Certain-es fonctionnaires français-es travaillant sur les politiques européennes sont directement issu-es du secteur privé, dont deux conseiller-ères sur les politiques

énergétiques de l'UE, qui travaillaient auparavant pour TotalEnergies⁴⁶ et Veolia⁴⁷. En parallèle, d'ancien-nes conseiller-ères politiques de la Représentation française occupent aujourd'hui des positions stratégiques au sein de grandes entreprises françaises de l'énergie. L'actuel directeur des affaires européennes d'Engie, par exemple, a été conseiller en énergie pour le gouvernement français à Bruxelles pendant huit ans⁴⁸. Le directeur commercial d'ArianeGroup pour les lanceurs spatiaux a occupé le même poste pendant trois ans⁴⁹. Cela pourrait expliquer pourquoi la France a tant insisté pour défendre certaines revendications clés des multinationales telles que l'inclusion du gaz et du nucléaire dans la taxonomie verte⁵⁰ ou l'augmentation des soutiens publics pour l'hydrogène⁵¹. Mais les portes tournantes ne concernent pas que le secteur de l'énergie. Le chef du bureau bruxellois d'Orange, le géant français des télécommunications, a été conseiller à la Représentation permanente de la France à Bruxelles pendant plus de sept ans sur les services numériques et postaux⁵². L'un de ses anciens collègues, haut conseiller sur les politiques financières et monétaires à la Représentation permanente de la France pendant plus de cinq ans, a quitté son poste en 2014 pour devenir directeur adjoint de la Fédération bancaire française, le lobby des banques françaises.⁵³

Le pantouflage se pratique aussi dans les plus hautes sphères. Pierre Sellal a été deux fois ambassadeur de France auprès de l'Union européenne, entre 2002 et 2009 et entre 2014 et 2017. Il a été qualifié d'« homme de France le plus averti, dans ses finesses profondes, de la réalité européenne ». ⁵⁴ L'année suivant son départ, Pierre Sellal a travaillé comme haut conseiller pour August Debouzy, un cabinet d'avocats de premier plan dont les clients sont inconnus. Il siège également aux conseils d'administration des entreprises françaises Areva (nucléaire) et EDF. Depuis janvier 2021, il est président du Siècle, un réseau d'élite de politiques, journalistes et chefs d'entreprise en France⁵⁵. ■

THIERRY BRETON, LE COMMISSAIRE PUBLIC-PRIVÉ

En 2019, avec le soutien d'Emmanuel Macron, Thierry Breton est nommé commissaire pour le marché intérieur. C'est l'un des plus hauts postes de la Commission européenne. Thierry Breton est passé directement de son poste de PDG d'Atos, une entreprise française de technologie numérique et de conseil, à la Commission. C'est la première fois qu'un chef d'entreprise en fonction est choisi pour rejoindre la Commission⁵⁶. Cela soulève plusieurs problèmes en terme de conflits d'intérêts.

Premièrement, Breton est désormais responsable des lois européennes sur la cybersécurité, la défense, les données, l'intelligence artificielle, la politique industrielle, la technologie, l'espace, la 5G, etc. – qui ont un impact direct sur les opérations de son ancienne entreprise. Deuxièmement, le recrutement de Breton s'est fait sans période de carence : il est venu directement d'Atos à la Commission, et le responsable des relations publiques d'Atos est devenu son conseiller en communication⁵⁷. Enfin, Breton est toujours en contact avec Atos. Il a rencontré à deux reprises un groupe d'entreprises comprenant des représentant-es d'Atos le 16 décembre 2020⁵⁸ et le 7 mai 2021⁵⁹, afin de discuter de la création d'une alliance industrielle qui pourrait aboutir au versement de millions d'euros de subventions publiques à Atos, finançant ses activités de recherche.

Avant d'être PDG d'Atos, Thierry Breton a été ministre français de l'Économie (2005-2007) et avant cela, PDG du géant français des télécommunications Orange (France Télécom à l'époque). Il illustre la tradition française du pantouflage entre sphère politique et entreprises publiques. Il joue déjà un rôle clé pour aider le gouvernement français et les grandes entreprises françaises à défendre leurs intérêts au niveau européen. Il a rencontré ces derniers mois de nombreux entreprises, think tanks et lobbies français, avec généralement peu de transparence concernant l'objet et les comptes-rendus de ces réunions de lobbying⁶⁰.



REMETTRE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL AU COEUR DES DÉCISIONS FRANÇAISES SUR LES POLITIQUES EUROPÉENNES

Le Conseil est sans doute l'institution la plus influente de l'UE : son rôle législatif et décisionnel affecte directement la vie quotidienne des citoyen-nés européen-nés. Or l'absence de véritable transparence et de responsabilité démocratique des ministres et fonctionnaires des États membres participant aux négociations du Conseil pose problème depuis longtemps. Malgré les réformes récentes, il n'est toujours pas possible pour les journalistes et organisations de la société civile, sans parler des citoyen-nés, de connaître les positions défendues par les gouvernements nationaux au sein du Conseil sur de nouvelles législations, ni de savoir quels intérêts privés et quels lobbyistes cherchent à les influencer.

Quand la prise de décision se déroule à huis clos et que les mécanismes de responsabilité démocratique sont faibles, il existe un risque majeur que de puissants intérêts privés en profitent – avec la bénédiction des décideur-ses. Le Conseil et les gouvernements nationaux qui y participent sont tombés dans ce piège, et leur biais en faveur des entreprises entache de plus en plus leur image⁶¹. Corporate Europe Observatory a par exemple dévoilé récemment qu'un groupe de travail secret du Conseil, ne publiant aucun compte-rendu de ses réunions, permettait à des lobbyistes d'entreprise de présenter leurs demandes alors que les groupes défendant l'intérêt général restaient exclus⁶².

Malheureusement, le gouvernement français s'est trouvé à plusieurs reprises du mauvais côté de l'histoire dans le débat sur la transparence et la responsabilité démocratique du Conseil. En 2017, Emmanuel Macron avait déclaré

qu'elle prend au Conseil de l'UE – incombe au gouvernement et l'Élysée, sans vrais mécanismes de transparence ou de responsabilité démocratique. Parfois, les représentant-es français-es s'écartent de leur consigne de vote officielle, dans

LE BIAIS DU CONSEIL EUROPÉEN EN FAVEUR DES ENTREPRISES ENTACHE DE PLUS EN PLUS SON IMAGE

que « l'essence du projet européen, c'est la démocratie », ajoutant : « N'ayons plus peur des peuples, simplement, en termes de méthode, nous ne devons plus faire notre Europe à l'abri de ces derniers. » Pourtant son administration fait exactement le contraire. En 2019, le gouvernement français a refusé de se joindre à une initiative de 10 autres États membres avançant des propositions pour améliorer « la déconnexion actuelle entre la politique de transparence de l'UE et les attentes des citoyens »⁶³. La France figure également parmi les États membres les plus réticents à publier davantage de documents sur les négociations du Conseil sur les propositions de loi et les négociations finales de nouvelles législations européennes avec d'autres institutions (le processus de « trilogue »)⁶⁴.

L'approche rétrograde du gouvernement français à Bruxelles se reflète aussi à Paris. La prise de décision française à Bruxelles – par exemple les positions

le cadre de compromis plus larges au Conseil⁶⁵. De façon très problématique, les député-es français-es ne sont pas systématiquement informé-es des positions du gouvernement et de la Représentation française sur les législations et régulations européennes en discussion, et n'ont aucun pouvoir contraignant pour les influencer⁶⁶, contrairement aux député-es du Danemark⁶⁷, de Suède⁶⁸, de Finlande et des Pays-Bas⁶⁹. Et contrairement à leurs homologues allemands⁷⁰, les député-es français-es n'ont pas systématiquement accès aux documents européens clés.

Mais alors que les député-es et les citoyen-nés sont exclu-es des processus décisionnels français sur la politique européenne, il ne semble pas que ce ne soit le cas pour les entreprises. *Contexte* a par exemple récemment révélé comment une position française sur les nouvelles règles de transparence fiscale de l'UE avait en fait été inspirée par une experte fiscale du MEDEF⁷¹. ■

**ACTION CLIMATIQUE, PACTE VERT,
PLAN DE RELANCE, NUMÉRIQUE, SANTÉ...
PLUSIEURS LÉGISLATIONS CRUCIALES
POUR L'AVENIR DE L'EUROPE
DOIVENT SE DÉCIDER DURANT
LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DE L'UE
EN 2022. C'EST POURQUOI
IL EST PLUS IMPORTANT QUE JAMAIS
DE PROTÉGER LES DÉCISIONS PUBLIQUES
DE LA MAINMISE ET DE L'INFLUENCE
DES GRANDES ENTREPRISES,
Y COMPRIS AU NIVEAU DU CONSEIL**

PASSEZ À L'ACTION !

Passez à l'action pour envoyer un message clair à Emmanuel Macron, pour dire NON aux sponsors douteux ! Corporate Europe Observatory et l'Observatoire des Multinationales s'associent à la pétition de foodwatch demandant au gouvernement français de renoncer à tout sponsoring d'entreprise pour sa présidence de l'Union européenne :

<https://www.foodwatch.org/fr/sinformer/nos-campagnes/politique-et-lobbies/lobbies-et-multinationales/presidence-francaise-UE-non-aux-cadeaux-des-entreprises/>



AGIR CONTRE L'EMPRISE DES GRANDES ENTREPRISES

RECOMMANDATIONS À LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE

1. Lobbying

- ▶ Assurer la transparence de toutes les réunions avec des lobbies liées à la préparation et l'organisation de la présidence européenne, y compris les comptes-rendus et l'accès aux documents officiels pertinents.
- ▶ Éviter de donner un accès privilégié aux grandes entreprises et leurs représentant-es.
- ▶ Refuser les rencontres avec des représentant-es du secteur des énergies fossiles, car les intérêts de ce secteur sont incompatibles avec l'intérêt général, qui requiert d'agir contre la crise climatique.

2. Think tanks

- ▶ Publier les contributions envoyées par les think tanks à la présidence française, et les obliger à divulguer la source de leur financement et leurs conflits d'intérêts.
- ▶ Tout financement public fourni aux think tanks avant ou pendant la présidence doit être transparent.
- ▶ Éviter de subventionner des think tanks financés principalement par des grandes entreprises ou qui promeuvent les intérêts de grandes entreprises, en particulier ceux ayant des liens étroits avec le secteur des énergies fossiles.

3. Événements organisés par les entreprises et sponsors

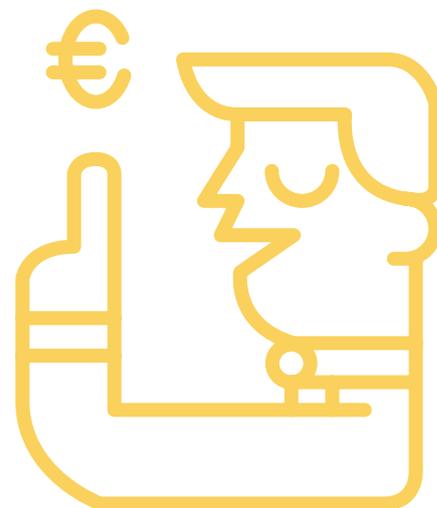
- ▶ Ne pas co-organiser d'événements avec des grandes entreprises, ou qui promeuvent les intérêts d'entreprises, notamment avec le secteur des énergies fossiles.
- ▶ Refuser toute forme de sponsoring de la présidence française de l'Union européenne.

4. Pantouflage

- ▶ Adopter des règles plus strictes pour éviter les portes tournantes, qui créent des conflits d'intérêts, incluant des périodes de carence suffisantes, l'interdiction des contacts avec d'anciennes collègues, ou l'obligation de se déporter sur les dossiers où il existe un conflit d'intérêts potentiel.
- ▶ Éviter les situations de conflits d'intérêts parmi les fonctionnaires travaillant à la préparation et la gestion de la présidence française de l'UE.

5. Transparence et responsabilité démocratique

- ▶ Adopter des règles pour empêcher que les grandes entreprises aient un accès privilégié aux ministres et fonctionnaires au sein du Conseil.
- ▶ Réformer le processus décisionnel afin que les député-es aient un vrai droit de regard concernant les positions du gouvernement sur les questions européennes.
- ▶ Permettre un contrôle démocratique des député-es sur les discussions et votes au niveau de l'UE *a posteriori*.
- ▶ Publier l'ordre du jour des négociations du Conseil, notamment pour les réunions des groupes de travail et les trilogues.



NOTES

- 1 À consulter ici : <https://ue.delegfrance.org/registre-de-transparence>. Consulté le 30 septembre 2021.
- 2 Le Centre for European Reform. La liste des entreprises qui le financent est disponible ici : <https://www.cer.eu/corporate-donors>
- 3 Par exemple cette référence à une réunion avec le lobby patronal MEDEF, en avril 2021, sur la présidence de l'UE : https://twitter.com/Guy_Leclair/status/1376826574427856899?s=20
- 4 Voir la liste complète des conseiller-ères politiques et du personnel ici : <https://ue.delegfrance.org/organigramme-complet-de-la-3193>
- 5 La Finlande a divulgué une liste des réunions de lobbying de ses ministres en rapport avec sa présidence de l'UE de 2019, qui incluait l'objet de ces réunions : <https://eu2019.fi/en/presidency/openness-and-transparency/meetings>
- 6 <https://www2.assemblee-nationale.fr/15/autres-commissions/commission-des-affaires-europeennes>
- 7 <https://twitter.com/CBeaune/status/1383039885481758721>. Consulté le 27 septembre 2021.
- 8 Politico, newsletter Paris Influence, 14 septembre 2021.
- 9 Corporate Europe Observatory. Thinking allowed? How think tanks facilitate corporate lobbying. Juillet 2016. <https://corporateeurope.org/en/power-lobbies/2016/07/thinking-allowed>
- 10 Les informations sont disponibles sur demande auprès de l'Observatoire des Multinationales
- 11 <https://confrontations.org/partenaires/#1459504577391-66542d01-2b25>. Consulté le 27 septembre 2021.
- 12 <https://confrontations.org/gouvernance-b/>. Consulté le 27 septembre 2021.
- 13 Confrontations Europe. Relance, puissance, appartenance : la nécessaire construction d'une Europe de la santé. 29 juin 2021. <https://confrontations.org/pdeweverconfrontations-org/relance-puissance-appartenance-la-necessaire-construction-dune-europe-de-la-sante/>
- 14 <https://www.ifri.org/fr/soutenir-lifri/liste-membres?type=111>. Consulté le 27 septembre 2021..
- 15 <https://www.ifri.org/fr/conseil-dadministration> et <https://www.ifri.org/fr/conseil-strategique>. Consulté le 27 septembre 2021.
- 16 <https://www.fondapol.org/la-fondation/>. Consulté le 27 septembre 2021.
- 17 Fondapol. Propositions pour la présidence française du Conseil de l'Union européenne. 9 mai 2021. <https://www.fondapol.org/decryptage/propositions-pour-la-presidence-francaise-du-conseil-de-lunion-europeenne-1er-janvier-30-juin-2022/>
- 18 Compte-rendu d'une réunion entre Valère Moutarlier, membre du cabinet du commissaire Thierry Breton avec Le Cercle des réseaux européens. 16 mars 2021 : <https://www.asktheeu.org/en/request/9319/response/31185/attach/html/11/Discours%20778%20R%20Union%20avec%20le%20Cercle%20des%20r%20seaux%20europ%20ens%201%20Redacted%20OK.pdf.pdf.html>
- 19 <https://twitter.com/StephanDesselas/status/1394260098441121794>. Consulté le 21 septembre 2021
- 20 https://www.linkedin.com/posts/stephanedesselas_pfue2022-activity-6772429766684364800-TtJ6/. Consulté le 21 septembre 2021
- 21 https://www.linkedin.com/posts/stephanedesselas_athenoraue-rencontre-val%C3%A8re-moutarlier-activity-6774989459139137536-G4t8. Consulté le 21 septembre 2021
- 22 Commission européenne : réunions des membres du cabinet du commissaire Thierry Breton avec des organisations et individus : <http://ec.europa.eu/transparencyinitiative/meetings/meeting.do?host=927e0831-3a4b-48f3-82d0-7524f4b31b9b&d-6679426-p=12> Consulté le 27 septembre 2021
- 23 FIPRA dans le registre de la transparence : <https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=58746194306-23>. Consulté le 21 septembre 2021
- 24 <https://fipra.com/event/french-eu-presidency-what-are-the-policy-priorities-and-expectations/>. Consulté le 21 septembre 2021
- 25 Site de l'événement : <https://www.forum-ue2022.eu>. Voir aussi sur le site de la Représentation permanente de la France auprès de l'UE : <https://ue.delegfrance.org/europe-et-autonomie-strategique>
- 26 <https://www.linkedin.com/in/bertranddeprez/>. Consulté le 21 septembre 2021
- 27 MEDEF. Mise en place d'un Comité souveraineté et sécurité des entreprises françaises. <https://www.medef.com/fr/actualites/mise-en-place-dun-comite-souverainete-et-securite-des-entreprises-francaises>
- 28 <https://scaleupeurope.tech/>
- 29 Politico Pro Paris Influence. « Qwant et Huawei — Tabula rasa sur la start-up nation — Régiobizness. » 15 juin 2021. <https://www.politico.eu/newsletter/politico-paris-influence/politico-pro-paris-influence-qwant-et-huawei-tabula-rasa-sur-la-start-up-nation-regiobizness-2/>
- 30 Mediapart. « Europe de la défense : Ursula von der Leyen dans la roue de Macron. » 15 septembre 2021. <https://www.mediapart.fr/journal/international/150921/europe-de-la-defense-ursula-von-der-leyen-dans-la-roue-de-macron>
- 31 Contexte. « Un sommet sur la souveraineté numérique en février à Paris. » 14 septembre 2021. <https://www.contexte.com/pouvoirs/actualite/138174.html>
- 32 Email disponible sur demande auprès de l'Observatoire des Multinationales.
- 33 Mediapart. Clément Beaune: « La stratégie européenne de vaccination est secouée ». 14 mars 2021. https://www.mediapart.fr/journal/international/230321/clement-beaune-la-strategie-europeenne-de-vaccination-est-secouee?page_article=3
- 34 Décharge 2018 : Budget général de l'UE - Conseil européen et Conseil 1. Décision du Parlement européen du 13 mai 2020 concernant la décharge sur l'exécution du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2018, section II – Conseil européen et Conseil (2019/2057(DEC)). https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2020-0090_FR.html
- 35 Décision du Médiateur européen 1069/2019/ MIG sur les parrainages des présidences du Conseil de l'UE . 29 juin 2020. <https://www.ombudsman.europa.eu/en/decision/fr/129649>
- 36 Par exemple voir <https://corporateeurope.org/en/2020/01/croatian-council-presidency-oiled-fossil-fuel-interests>
- 37 RFI. « Citroën, Peugeot charged with consumer fraud in Dieselgate emissions probe. » 10 juin 2021. <https://www.rfi.fr/en/france/20210610-france-charges-peugeot-with-consumer-fraud-in-latest-dieselgate-emissions-probe-car-automobile-volkswagen-stellantis-fiat>
- 38 Transport and Environment. Citroën and Peugeot the latest carmakers to be charged over Dieselgate. 28 juin 2021. <https://www.transportenvironment.org/discover/citroen-and-peugeot-the-latest-carmakers-to-be-charged-over-dieselgate/>

- 39 Compte-rendu d'une réunion entre Valère Moutarlier, membre du cabinet du commissaire Thierry Breton avec Le Cercle des réseaux européens. 16 mars 2021. <https://www.asktheeu.org/en/request/9319/response/31185/attach/html/6/BASIS%20CAB%20BRETON%20778%201%20Redacted.pdf.pdf.html>
- 40 EUObserver. « France opposed guidelines on EU presidency sponsorships. » 29 mai 2020. <https://euobserver.com/investigations/148485>
- 41 Conseil de l'UE. Sponsorship of the Presidency of the Council of the European Union: guidance on best practice. <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-9897-2021-REV-1/en/pdf>
- 42 Politico, 14 mai 2021.
- 43 <https://www.linkedin.com/in/matylda-brzezinska-6130a284/> Consulté le 20 septembre 2021
- 44 <https://www.image7.fr/clients/nos-clients/> Consulté le 20 septembre 2021
- 45 <https://www.linkedin.com/in/garance-pineau-b2407b9/> Consulté le 20 septembre 2021
- 46 <https://www.linkedin.com/in/bogdanfilippopescu/> Consulté le 20 septembre 2021
- 47 <https://www.linkedin.com/in/claire-levasseur-a7486646/> Consulté le 20 septembre 2021
- 48 <https://www.linkedin.com/in/guillaume-gillet-a5b19690/> Consulté le 20 septembre 2021
- 49 <https://www.linkedin.com/in/antonin-ferri/> Consulté le 20 septembre 2021
- 50 Bloomberg, « EU Is Warned Green Label for Gas Would Be 'Disastrous' Mistake », 23 septembre 2021, <https://finance.yahoo.com/news/eu-warned-green-label-gas-220100342.html>.
- 51 Fossil Free Politics et European Network of Corporate Observatories. La relance dévoyée par l'hydrogène. Juillet 2021. <https://corpwatchers.eu/fr/enquetes/recoverywatch/?lang=fr>
- 52 <https://www.linkedin.com/in/pascal-rogard-3483a323/> Consulté le 20 septembre 2021
- 53 <https://www.linkedin.com/in/beno%C3%A9t-de-la-chapelle-bizot-986b56171/> Consulté le 21 septembre 2021
- 54 Assemblée Nationale. 21 juillet 2021. Commission des affaires étrangères: « l'Union européenne avant la présidence française ». http://event.assemblee-nationale.fr/video.11081214_60f7cb9a6abeb, 8e minute. Consulté le 21 septembre 2021
- 55 Le Figaro. « Entre Fondation de France et Le Siècle, l'ambassadeur Pierre Sellal plébiscité. » 7 mai 2021. <https://www.lefigaro.fr/decideurs/portraits/entre-fondation-de-france-et-le-siecle-l-ambassadeur-pierre-sellal-plebiscite-20210507>
- 56 Corporate Europe Observatory. Thierry Breton, the corporate commissioner? <https://corporateeurope.org/en/2019/11/thierry-breton-corporate-commissioner>. 11 novembre 2019.
- 57 <https://www.linkedin.com/in/terencezakka/>. Consulté le 20 septembre 2021
- 58 Compte-rendu d'une réunion entre Thierry Breton et Atos et d'autres entreprises, 16 décembre 2020 : https://www.asktheeu.org/en/request/meeting_between_thierry-breton_a_14#outgoing-19361
- 59 Compte-rendu d'une réunion entre Thierry Breton et Atos et d'autres entreprises, 7 mai 2021 https://www.asktheeu.org/en/request/meeting_between_thierry-breton_a_19#outgoing-19118
- 60 Depuis décembre 2020, sur 18 demandes officielles pour consulter des documents sur les réunions de lobbying de M. Breton de l'Observatoire des multinationales, seulement 15 ont abouti. Sur les 15 lots de documents reçus, seuls 10 incluaient un résumé de la réunion de lobbying, un élément essentiel. Plus d'informations ici : https://www.asktheeu.org/en/user/lora_verheecke/requests
- 61 Corporate Europe Observatory. Captured states: when EU governments are a channel for corporate interests. Février 2019. <https://corporateeurope.org/en/2019/02/captured-states>
- 62 Corporate Europe Observatory. Business lobbies dominate secret channel to influence Council. Juillet 2021. <https://corporateeurope.org/en/2021/07/business-lobbies-dominate-secret-channel>
- 63 Représentation permanente des Pays-Bas. Non paper - Increasing transparency and accountability of the EU. Janvier 2020. <https://www.permanentrepresentations.nl/permanent-representations/pr-eu-brussels/documents/publications/2019/06/18/non-paper---transparency-and-accountability>. Au moment de la rédaction de ce rapport, les États membres soutenant cette proposition sont la Belgique, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Irlande, la Lettonie, le Luxembourg, la Slovaquie, la Suède et les Pays-Bas.
- 64 Contexte. « La France freine encore des quatre fers sur la transparence au Conseil de l'UE. » Juillet 2019. <https://www.contexte.com/pouvoirs/actualite/103265.html>
- 65 Observatoire des multinationales. « Énergie, finance, agriculture... quand les « lobbys bruxellois » sont français ». Novembre 2017. <https://multinationales.org/Energie-finance-agriculture-quand-les-lobbys-bruxellois-sont-francais>
- 66 <https://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/role-et-pouvoirs-de-l-assemblee-nationale/l-assemblee-nationale-et-les-questions-europeennes/l-assemblee-nationale-et-les-questions-europeennes>. Consulté le 27 septembre 2021.
- 67 Information du site du Parlement danois : <https://www.thedanishparliament.dk/en/committees/committees/euu>
- 68 Katrin Auel. Doing Good, but Reluctant to Talk About It: The Swedish Riksdag and EU Affairs. Août 2018. http://sieps.se/globalassets/publikationer/2018/2018_9epa.pdf
- 69 Information du site du Parlement néerlandais : <https://www.houseofrepresentatives.nl/how-parliament-works/europe-house-representatives-and-senate>
- 70 Calliess, Christian et Timm Beichelt. Auf dem Weg zum Europäisierten Bundestag: Vom Zuschauer zum Akteur? Bertelsmann-Stiftung. 2013. https://www.bertelsmann-stiftung.de/fileadmin/files/BSt/Presse/imported/downloads/xcms_bst_dms_37438_37439_2.pdf
- 71 Contexte. « Transparence fiscale : Bercy (aidé par le Medef) affirme ses lignes rouges. » 23 avril 2021. <https://www.contexte.com/pouvoirs/actualite/130996.html>

**PUBLIÉ PAR L'OBSERVATOIRE DES MULTINATIONALES
ET CORPORATE EUROPE OBSERVATORY,
OCTOBRE 2021**

Rédaction : Vicky Cann, Olivier Petitjean et Lora Verheecke,
avec des contributions de Olivier Hoedeman et Katharine Ainger

Graphisme : Guillaume Seyral
(icônes & infographie avec thenounproject et freepik)

Traduction : Clémence Hutin